

50 législateurs américains réintroduisent le « CBDC Anti-Surveillance State Act » pour protéger le « mode de vie américain »



[Source : expose-news.com]

Par Patricia Harrity

Cinquante législateurs américains ont réintroduit le CBDC Anti-Surveillance State Act pour interdire à la Réserve fédérale d'émettre une monnaie numérique de banque centrale de détail tout en protégeant l'innovation et tout développement futur d'une véritable monnaie numérique. Cette loi est en opposition directe avec les mondialistes et l'agenda du FÉM [Forum Économique Mondial] qui cherche à asservir et à supprimer toutes les libertés personnelles et la vie privée avec des scores de crédit et une surveillance de type CCP [Parti communiste chinois] .

Le membre du Congrès américain Tom Emmer (R-MN), qui milite depuis longtemps pour que tout dollar numérique émis par la Fed (monnaie numérique de banque centrale) reste ouvert, sans permission et privé, a annoncé mardi qu'il avait réintroduit, avec 49 autres législateurs, le CBDC Anti-Surveillance State Act « pour mettre un terme aux efforts des bureaucrates non élus de Washington DC visant à émettre une monnaie numérique de banque centrale (CBDC) qui démantèle le droit des Américains à la vie privée financière ».

« Si elle n'est pas ouverte, sans autorisation et privée – comme l'argent liquide – une CBDC n'est rien d'autre qu'un outil de surveillance de type PCC qui peut être utilisé pour opprimer le mode de vie américain », affirme le député, « le président Biden est prêt à compromettre le droit du peuple américain à la confidentialité financière pour une CBDC de type surveillance. Je ne crois pas qu'il faille compromettre les droits des Américains », a-t-il ajouté.

Le pouvoir des CBDC

Dans de nombreux pays occidentaux, dont l'Angleterre, les États-Unis et l'Australie, les banques continuent de faire pression pour que les monnaies numériques des banques centrales deviennent la seule monnaie, car elles prévoient d'éliminer complètement l'utilisation de l'argent liquide avant la fin de 2024. Les particuliers peuvent faire valoir qu'ils utilisent déjà

principalement des services bancaires numériques et des cartes de débit ou de crédit.

Cependant, nous avons été témoins du gel des comptes bancaires de manifestants en 2022 par le Premier ministre canadien Justin Trudeau, simplement parce qu'ils s'opposaient aux restrictions tyranniques de la pandémie, et des centaines de comptes bancaires personnels ont été gelés en vertu de pouvoirs spéciaux.



Le 17 février, la Vice-Première ministre Chrystia Freeland a déclaré lors d'une conférence de presse que les finances les institutions ont commencé à geler les comptes et à annuler les cartes de crédit conformément à la La Loi sur les mesures d'urgence, que le Premier ministre Justin Trudeau a invoquée plus tôt cette semaine-là.

Source

Bien que les banques aient déjà le pouvoir de fermer votre compte si elles le jugent nécessaire, un petit nombre de personnes sont déjà confrontées à cette situation, leur seul délit étant d'acheter des bitcoins ou de se demander pourquoi les banques ont besoin de savoir ce que nous faisons avec notre argent ou de remettre en question les règles de plus en plus strictes des banques concernant l'ouverture d'un compte chez elles, imaginez ce qui va se passer avec les CBDC comme seule monnaie légale, déclare Brad Bleckwehl, auteur de *From the gutter up* (Du caniveau vers le haut).

Il poursuit :

« Si vous pensez que les carrières, les contrats et les comptes de

personnes célèbres annulés pour avoir dit ou fait quelque chose d'offensant n'ont rien à voir avec vous... pensez à la façon dont la culture PC [Parti communiste] devient de plus en plus stricte, et à la façon dont nos gouvernements occidentaux sont devenus autoritaires au cours des dernières années. »

« Ils essaient littéralement de faire passer des lois sur la désinformation et la censure afin de pouvoir contrôler légalement ce dont nous sommes autorisés à parler. Si l'on ajoute à la perte de la liberté d'expression la possibilité de nous exclure financièrement en gelant les CBDC, nous nous dirigeons vers une période très sombre pour la société. Il ne s'agira pas seulement de ce qui est actuellement considéré comme socialement acceptable ou non, il s'agira d'un comportement forcé, d'une façon de penser forcée. Regardez comment ils nous ont intimidés avec les vaxx covid ». (Source)

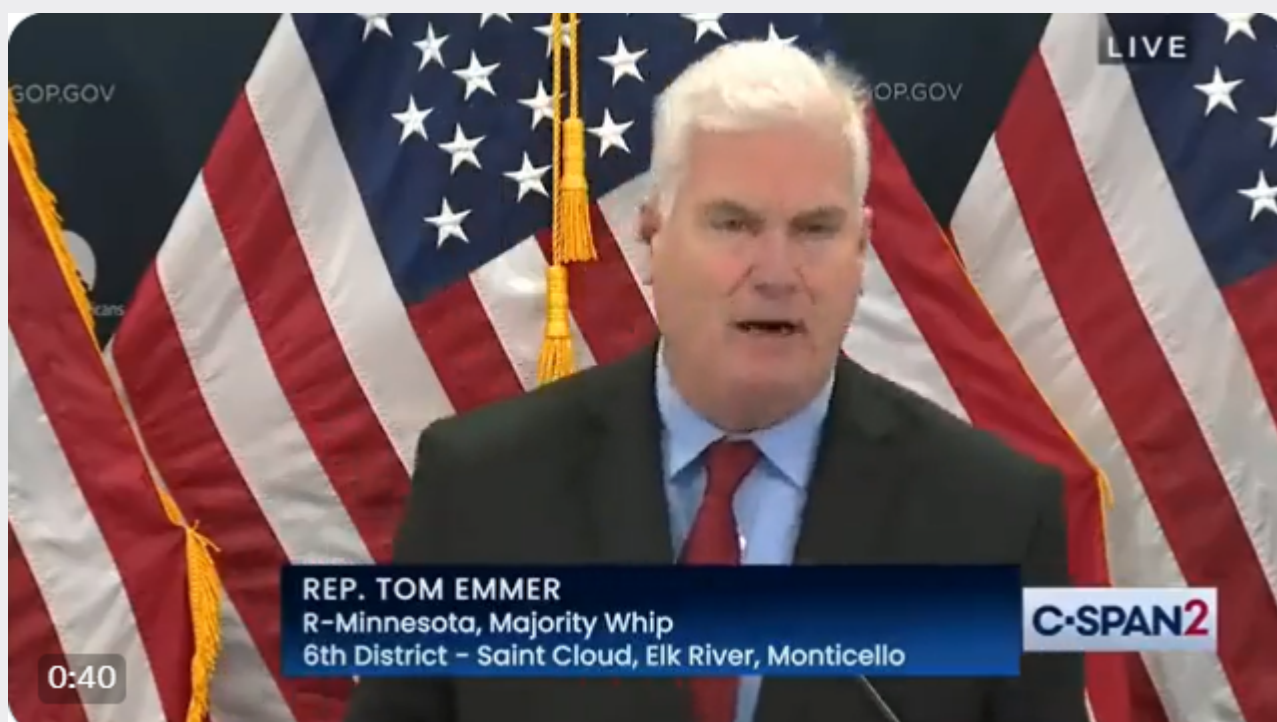
La nouvelle de ce retour en arrière contre le contrôle autoritaire de nos finances est énorme.

Mise à jour et réintroduction de la CBDC Anti-Surveillance State Act

Le député Emmer a publié sur la plateforme de médias sociaux X :

« Aujourd'hui, avec 49 de mes collègues républicains, j'ai réintroduit le CBDC Anti Surveillance State Act ».

(Source)



« Si elle n'était pas conçue pour imiter l'argent liquide, une monnaie numérique gouvernementale démantèlerait le droit des Américains à la vie privée financière et enhardirait l'État administratif. Je ne ferai pas que cela arrive. »

If not open, permissionless, and private – like cash – a CBDC is nothing more than a CCP-style surveillance tool that can be weaponized to oppress the American way of life.

We're not going to let that happen – not on House Republicans' watch.
pic.twitter.com/XVq6ySu0Xc

– Tom Emmer (@GOPMajorityWhip) September 13, 2023

Emmer avait déjà annoncé en février 2023 qu'il avait présenté à la Chambre des représentants le Central Bank Digital Currency (CBDC) Anti-Surveillance State Act. Le whip([1] Rôle particulier en tant que député) de la majorité récemment élu a tweeté :

« Aujourd'hui, j'ai présenté le CBDC Anti-Surveillance State Act pour mettre fin aux efforts des bureaucrates non élus à Washington DC, de dépouiller les Américains de leur droit à la vie privée financière. »

Today, I introduced the CBDC Anti-Surveillance State Act to halt efforts of unelected bureaucrats in Washington, DC from stripping Americans of their right to financial privacy. □ pic.twitter.com/LONbHFZMk7

– Tom Emmer (@GOPMajorityWhip) February 22, 2023

Il a expliqué que le projet de loi « fait trois choses » en modifiant la loi sur la Réserve Fédérale. :

« Premièrement, il “interdit à la Fed d'émettre une CBDC directement à quiconque”, écrit le législateur. Deuxièmement, il “interdit à la Fed d'utiliser une CBDC pour mettre en œuvre la politique monétaire et contrôler l'économie” et troisièmement, il “exige que les projets de CBDC

de la Fed soient transparents pour le Congrès et le peuple américain”. »

Il a noté que « l’Amérique reste un leader technologique non pas parce que nous forçons les innovations à adopter nos valeurs sous la contrainte réglementaire, mais parce que nous permettons à la technologie qui porte ces valeurs au cœur de s’épanouir », a souligné le député Emmer :

« Toute version numérique du dollar doit respecter les valeurs américaines de respect de la vie privée, de souveraineté individuelle et de compétitivité du marché libre. Le contraire ouvrirait la porte au développement d’un dangereux outil de surveillance ».

(Source)

A BILL

To amend the Federal Reserve Act to prohibit the Federal reserve banks from offering certain products or services directly to an individual, to prohibit the use of central bank digital currency for monetary policy, and for other purposes.

1 *Be it enacted by the Senate and House of Representa-*
2 *tives of the United States of America in Congress assembled,*

3 **SECTION 1. SHORT TITLE.**

4 This Act may be cited as the “CBDC Anti-Surveil-
5 lance State Act”.

UN PROJET DE LOI

Modifier la Loi sur la Réserve fédérale pour empêcher les banques de la Réserve Fédérale d’offrir certains produits ou services directement à un particulier, pour interdire l’utilisation de monnaie numérique de banques centrales pour la politique monétaire et pour d’autres fins.

1 *Qu’il soit promulgué par le Sénat et la Chambre des Représentants*
2 *des États-Unis d’Amérique réunis en Congrès,*

3 **SECTION 1. TITRE COURT.**

4 Cette loi peut être citée comme la « CBDC Anti-Surveil-
5 lance State Act ».

Le projet de loi actualisé

« Mon projet de loi actualisé interdit à la Fed d'émettre une CBDC de détail tout en protégeant l'innovation et tout développement futur d'une véritable monnaie numérique », a précisé M. Emmer. « Ce projet de loi met un frein aux bureaucrates non élus et garantit que la politique américaine en matière de monnaie numérique respecte nos valeurs américaines de respect de la vie privée, de souveraineté individuelle et de compétitivité du marché libre. »

M. Emmer, whip de la majorité, a présenté pour la première fois ce projet de loi en janvier 2022, afin de répondre aux préoccupations des banques centrales concernant les monnaies numériques. Le projet de loi est maintenant coparrainé par les collègues républicains d'Emmer, notamment les représentants French Hill (R-AR), Warren Davidson (R-OH), Byron Donalds (R-FL), Pete Sessions (R-TX), Young Kim (R-CA), William Timmons (R-SC), Ralph Norman (R-SC), Barry Loudermilk (R-GA), Bryan Steil (R-WI), Scott Fitzgerald (R-WI), Mike Flood (R-NE), Bill Posey (R-FL), Mike Lawler (R-NY), Andy Ogles (R-TN) et Ann Wagner (R-MO).

Le député Emmer a souligné : « L'administration a été claire : le président Biden est prêt à compromettre le droit du peuple américain à la confidentialité financière au profit d'une CBDC de type surveillance. Je ne crois pas qu'il faille compromettre les droits des Américains ».

« Conclusion : Si elle n'est pas ouverte, sans permission et privée – comme l'argent liquide – une CBDC n'est rien d'autre qu'un outil de surveillance de type CCP qui peut être utilisé pour opprimer le mode de vie américain », a conclu le législateur.

La commission des services financiers de la Chambre des représentants examinera son projet de loi ce mois-ci.